

Cote du document:	<u>EB 2009/97/R.19/Rev.1</u>
Point de l'ordre du jour:	<u>11) b) iii)</u>
Date:	<u>15 septembre 2009</u>
Distribution:	<u>Publique</u>
Original:	<u>Anglais</u>

F



Ouvrer pour que les
populations rurales pauvres
se libèrent de la pauvreté

Rapport du Président

Proposition de prêt supplémentaire en faveur de la République de l'Ouganda pour le

Programme d'amélioration des infrastructures agricoles communautaires

Conseil d'administration — Quatre-vingt-dix-septième session
Rome, 14-15 septembre 2009

Pour: **Approbation**

Note aux Administrateurs

Le présent document est soumis au Conseil d'administration pour approbation.

Les Administrateurs qui auraient des questions techniques à poser au sujet du présent document sont invités à se mettre en rapport avec la responsable du FIDA ci-après:

Marian Bradley

Chargée de programme de pays

téléphone: +39 06 5459 2326

courriel: m.bradley@ifad.org

Les demandes concernant la transmission des documents de la présente session doivent être adressées à:

Deirdre McGrenra

Fonctionnaire responsable des organes directeurs

téléphone: +39 06 5459 2374

courriel: d.mcgrenra@ifad.org

Table des matières

Sigles et acronymes	ii
Recommandation pour approbation	iii
Carte de la zone du programme	iv
Résumé du financement	v
I. Le programme	1
A. Principal créneau de développement visé par le programme	1
B. Financement proposé	1
C. Groupe cible et participation	2
D. Objectifs de développement	3
E. Harmonisation et alignement	3
F. Composantes et catégories de dépenses	3
G. Gestion et exécution: responsabilités et partenariats	4
H. Avantages et justification économique et financière	4
I. Gestion des savoirs, innovation et élargissement	5
J. Principaux risques	5
K. Durabilité	5
II. Instruments juridiques et autorité	6
III. Recommandation	6
Annexe	
Financing Agreement (Accord de financement)	7
Appendices	
I. Key reference documents (Principaux documents de référence)	1
II. Logical framework (Cadre logique)	2

Sigles et acronymes

BAfD	Banque africaine de développement
PICL	Plan d'investissement dans les collectivités locales

Recommandation pour approbation

Le Conseil d'administration est invité à approuver la recommandation relative à la proposition de financement supplémentaire en faveur de la République de l'Ouganda pour le programme d'amélioration des infrastructures agricoles communautaires, telle qu'elle figure au paragraphe 37.

Carte de la zone du programme

Uganda

Community Agricultural Infrastructure Improvement Programme (CAIIP)

Programme area



Source: FIDA

Les appellations figurant sur cette carte et sa représentation graphique ne constituent en aucun cas une prise de position du FIDA quant au tracé des frontières ou limites, ou aux autorités de tutelle des territoires considérés.

République de l'Ouganda

Prêt supplémentaire pour le programme d'amélioration des infrastructures agricoles communautaires

Résumé du financement

Institution initiatrice:	Banque africaine de développement (BAfD)
Emprunteur:	République de l'Ouganda
Organisme d'exécution:	Ministère des collectivités locales
Coût total du programme:	81,9 millions d'USD
Montant du prêt supplémentaire du FIDA:	10,9 millions de DTS (équivalant approximativement à 17,0 millions d'USD)
Conditions du prêt du FIDA:	40 ans, y compris un différé d'amortissement de 10 ans, avec une commission de service de trois quarts de point (0,75%) l'an
Montant initial du prêt du FIDA:	9,95 millions de DTS (équivalant approximativement à 15,0 millions d'USD)
Cofinanceur:	BAfD
Montant du cofinancement:	30,0 millions d'unités de compte (équivalant approximativement à 43,8 millions d'USD)
Conditions du cofinancement:	40 ans, y compris un différé d'amortissement de 10 ans, à un taux d'un pour cent par an entre la onzième et la vingtième année et de trois pour cent par an par la suite
Contribution de l'emprunteur:	5,5 millions d'USD
Contribution des bénéficiaires:	0,6 million d'USD
Institution chargée de la préévaluation:	BAfD
Institution coopérante:	Supervision directe par le FIDA

Proposition de prêt supplémentaire en faveur de la République de l'Ouganda pour le programme d'amélioration des infrastructures agricoles communautaires

I. Le programme

A. Principal créneau de développement visé par le programme

1. Faute de routes de desserte pour un grand nombre de communautés rurales et d'installations de transformation, les agriculteurs commercialisent très difficilement leur production. Le programme d'amélioration des infrastructures agricoles communautaires, approuvé en septembre 2007 par le FIDA, promeut le développement économique local en appliquant à plus grande échelle l'approche suivie dans un programme antérieur pour appuyer le développement des infrastructures dans les districts, la construction de routes de desserte communautaires et la fourniture de matériel de transformation agroalimentaire. L'un des enseignements les plus importants qui ont été tirés est que, si l'on veut que l'entretien de la voirie assuré par les communautés soit efficace, les routes rurales doivent satisfaire aux normes de qualité des routes praticables en toutes saisons. Le coût unitaire des routes de desserte de district et des routes de desserte communautaires construites au titre de l'intervention en cours d'exécution a été calculé pour des routes ne répondant pas à de telles normes. L'objectif du prêt supplémentaire proposé est de permettre la construction de routes rurales satisfaisant aux normes de qualité des routes praticables en toutes saisons.

B. Financement proposé

Modalités et conditions

2. Il est proposé que le FIDA accorde à la République de l'Ouganda un prêt supplémentaire d'un montant de 10,9 millions de DTS (équivalant approximativement à 17,0 millions d'USD), à des conditions particulièrement favorables pour contribuer au financement du programme d'amélioration des infrastructures agricoles communautaires. Le prêt aura une durée de 40 ans, y compris un différé d'amortissement de 10 ans, avec une commission de service de trois quarts de point (0,75%) l'an.

Système d'allocation fondé sur la performance (SAFP) du FIDA

3. L'allocation fixée pour la République de l'Ouganda au titre du SAFP est de 17,7 millions d'USD par an, soit 53 millions d'USD sur les trois ans du cycle SAFP 2007-2009. Le prêt faisant l'objet du présent document et le prêt accordé au programme d'appui aux moyens de subsistance dans les districts¹, feront passer le montant total des engagements du FIDA en faveur de l'Ouganda à 52 millions d'USD pour la période 2007-2009.

Corrélation avec les approches nationales sectorielles ou d'autres instruments de financement conjoints

4. Le Ministère des collectivités locales est le ministère chef de file. Début 2006, ce ministère a élaboré le Plan d'investissement dans les collectivités locales (PICL) pour promouvoir la décentralisation. Le programme concourra à la réalisation des objectifs du PICL, en centrant plus particulièrement ses efforts sur la promotion du développement économique local, moyennant l'amélioration des routes de desserte communautaires et le renforcement des structures des collectivités locales.

¹ Voir le document EB 2009/97/R.18, également soumis à la présente session du Conseil d'administration.

Endettement du pays et capacité d'absorption de l'État

5. En 2006, étant parvenu au terme des étapes prévues dans le cadre de l'Initiative renforcée en faveur des pays pauvres très endettés, l'Ouganda ne peut plus prétendre à un appui de la Banque mondiale sous la forme de dons. Le gouvernement souhaite emprunter, notamment à des conditions particulièrement favorables, pour quatre secteurs clés principalement: l'électricité, l'énergie (y compris l'électrification rurale), les infrastructures (y compris les infrastructures et les routes rurales) et la valorisation de la production nationale grâce à la transformation des produits (à la fois dans les zones urbaines et rurales). Le Ministère des collectivités locales s'est révélé être un partenaire d'exécution compétent pour les activités du FIDA en Ouganda.

Flux de fonds

6. Le Ministère des collectivités locales a ouvert un compte spécial en devises à la Bank of Uganda, sur lequel le montant du prêt sera déposé. Les autres dépenses, en particulier celles relatives aux travaux, biens et services de moindre importance seront réglées en utilisant les comptes de district.

Modalités de supervision

7. Le prêt supplémentaire sera directement supervisé par le FIDA.

Dérogations aux conditions générales applicables au financement du développement agricole et aux politiques opérationnelles du FIDA

8. Aucune dérogation n'est prévue.

Gouvernance

9. L'équipe d'appui au programme sera responsable de l'exécution du programme. Elle tiendra à jour les états financiers et soumettra régulièrement des rapports d'activité trimestriels. Les rapports de vérification des comptes seront préparés par le Bureau du contrôleur général de l'Ouganda.

C. Groupe cible et participation

Groupe cible

10. Le programme couvrira 26 districts situés dans le centre et l'est du pays, soit 27% environ du territoire ougandais. Conformément à la politique de ciblage du FIDA, la sélection des districts a été opérée sur la base de trois facteurs: la pauvreté, la contiguïté géographique et la disponibilité de financements d'autres donateurs. La zone du programme compte quelque 8,8 millions d'habitants, soit 1,8 million de ménages (35% environ de la population du pays). Selon l'indicateur de pauvreté humaine des Nations Unies, le niveau de pauvreté dans ces districts est supérieur à la moyenne nationale. Les ménages ruraux comptent en moyenne cinq membres, et l'agriculture est leur principale activité.

Méthode de ciblage

11. Adoptant une approche sectorielle ciblée, le programme s'attaquera au grave problème du manque d'infrastructures dans la zone d'intervention (en particulier les routes de desserte de district et les routes cantonales), en tenant compte des souhaits exprimés par les groupes cibles ruraux lors de l'analyse des problèmes. Le FIDA veillera à ce que les sous-cantons bénéficiaires du programme soient effectivement les plus défavorisés.

Participation

12. Le programme financera des activités de mobilisation des communautés afin de favoriser la participation active de ces dernières au choix et à la réalisation des infrastructures au niveau local – routes rurales et marchés notamment. Des comités d'organisation créés à cet effet assureront l'entretien et le fonctionnement des investissements communautaires. La construction de routes de desserte communautaires satisfaisant aux normes de qualité des routes praticables en toutes

saisons, permettront aux communautés de remplir leurs obligations en matière d'entretien de la voirie.

D. Objectifs de développement

Objectifs clés

13. Le programme a pour finalité de contribuer à la réduction de la pauvreté et à la croissance économique en Ouganda grâce à une meilleure commercialisation des produits agricoles. Ses objectifs spécifiques sont les suivants: faciliter l'accès des agriculteurs aux marchés, favoriser une hausse des prix à la production et améliorer les revenus, moyennant des investissements dans les infrastructures rurales et leur gestion durable par des communautés motivées.

Objectifs relatifs aux politiques et aux institutions

14. Le programme appuie le processus de décentralisation et sa mise en œuvre dans les districts nouvellement couverts, tout en veillant à ce que les ménages les plus pauvres bénéficient des activités de développement local.

Cohérence avec les politiques et stratégies du FIDA

15. Le programme proposé s'inscrit parfaitement dans le Cadre stratégique du FIDA 2007-2010, qui met l'accent sur l'amélioration de la capacité d'organisation et de l'accès aux marchés des ruraux pauvres. Le programme est également cohérent avec le Plan d'action du FIDA pour améliorer son efficacité en matière de développement, et il exploite le processus de consultation nationale approfondie mené sous l'égide de la BAfD.

E. Harmonisation et alignement

Alignement sur les priorités nationales

16. Le Plan d'action pour l'éradication de la pauvreté représente le cadre stratégique d'ensemble des approches adoptées par le gouvernement pour faire reculer la pauvreté. Il est étayé par le Plan de modernisation de l'agriculture, qui souligne le fait que la commercialisation des produits agricoles est le principal tremplin de la réduction de la pauvreté en milieu rural. Le programme d'amélioration des infrastructures agricoles communautaires contribue à la réalisation de l'objectif général du PICL, à savoir, le développement économique local. Le programme a été conçu par la BAfD dans le contexte des principaux dispositifs de lutte contre la pauvreté en Ouganda.

Harmonisation avec les partenaires du développement

17. Le programme a pour cadre sectoriel le PICL, fruit d'un processus de consultation approfondie mené en 2006 par le gouvernement auprès des partenaires du développement (dont 13 bailleurs de fonds). Le programme d'amélioration des infrastructures agricoles communautaires finance des activités prévues au titre du PICL, selon les modalités convenues. Le processus de consultation en cours entre les bailleurs de fonds et le gouvernement garantit la complémentarité des activités et évite les chevauchements.

F. Composantes et catégories de dépenses

Principales composantes

18. Le programme a une composante centrale étayée par deux composantes auxiliaires:
- i) **Amélioration des infrastructures rurales:** les principales activités seront les suivantes: a) la remise en état et l'entretien périodique des routes de desserte de district et des routes de desserte communautaires; b) la construction de marchés et la promotion des installations de transformation agroalimentaire; et c) l'électrification des marchés.
 - ii) **Mobilisation communautaire:** le programme garantira la participation des petits agriculteurs et des communautés au choix des infrastructures ainsi qu'aux travaux de construction ou de remise en état.

- iii) **Dispositions visant à faciliter l'exécution du programme:** l'équipe d'appui au programme sera chargée de l'exécution, du suivi et de la gestion financière.

Catégories de dépenses

19. Le prêt supplémentaire du FIDA financera les travaux de génie civil relatifs aux routes de desserte communautaires. Le financement global (FIDA et BAfD) se subdivise en quatre catégories de dépenses: i) travaux de génie civil; ii) matériel; iii) études et services de consultants; et iv) salaires et indemnités.

G. Gestion et exécution: responsabilités et partenariats

Principaux partenaires d'exécution

20. Le Ministère des collectivités locales est l'organisme d'exécution principal. Le programme sera exécuté par des fonctionnaires des districts et des sous-cantons, au sein du cadre existant de décentralisation de l'administration et du développement.
21. Le programme est exécuté par l'équipe d'appui déjà instituée pour le programme de modernisation agricole au niveau local. Le personnel du bureau de Kampala-Mbarara est en charge de la région centrale et un bureau local supplémentaire a été ouvert à Mbale afin de superviser les districts situés dans l'est du pays. L'équipe d'appui a été renforcée avec le recrutement de deux ingénieurs responsables des infrastructures, un spécialiste de la mobilisation communautaire et un expert en énergie rurale à Kampala, outre un chargé du suivi et évaluation et un comptable local à Mbale.

Responsabilités en matière d'exécution

22. Le Comité des politiques interministérielles, déjà en place, présidé par le Secrétaire permanent du Ministère des collectivités locales, définira les grandes orientations de l'exécution du programme.

Rôle de l'assistance technique

23. Il n'est pas prévu de recourir à une assistance technique internationale spécifique, en revanche, on fera appel à une assistance technique nationale pour la conception des routes rurales et la supervision des travaux de construction.

Situation des principaux accords d'exécution

24. La planification des investissements dans les infrastructures rurales fera suite à une série de processus participatifs conduits aux échelons du district et du sous-canton. Des accords ont été conclus sur des questions telles que la conception et le partage des coûts, les responsabilités et l'organisation pendant l'exécution et à la clôture du programme, en vue de permettre à la communauté des bénéficiaires de maîtriser l'ensemble du processus. L'équipe d'appui assurera la supervision des contrats.

Principaux partenaires financiers et montants engagés

25. Le programme est solidement ancré dans le PICL formulé par le Ministère des collectivités locales, et il en appuie les activités visant à promouvoir la décentralisation et à améliorer la gouvernance locale. La BAfD fournit 43,8 millions d'USD environ pour ce programme et a accepté de mettre à disposition un financement supplémentaire de 60 millions d'USD pour un programme qui s'inscrirait dans le prolongement de celui-ci en étendant les activités à d'autres districts.

H. Avantages et justification économique et financière

Principales catégories d'avantages découlant du programme

26. L'amélioration des routes rurales permettra de réduire les temps de déplacement et de rendre les transports moins aléatoires, tandis que les investissements dans les installations de transformation agroalimentaire contribueront à minimiser les pertes après récolte et à améliorer la qualité des produits. La meilleure efficacité des transports permet aux ménages de gagner du temps. Ce temps peut être consacré à des activités productives génératrices de revenus avec, pour conséquence, un

meilleur taux d'assiduité dans les écoles car le travail des enfants devient moins nécessaire dans les exploitations agricoles.

Viabilité économique et financière

27. Au plan financier, les principaux avantages du programme seront la hausse des prix à la production, principalement grâce à la création de valeur ajoutée et à la baisse des coûts du transport. En termes financiers, les revenus agricoles devraient augmenter de 50% environ. Le taux de rentabilité économique du programme est supérieur à 22%.

I. Gestion des savoirs, innovation et élargissement

Modalités de gestion des savoirs

28. La conception reflète parfaitement les enseignements tirés d'autres programmes financés par le FIDA, de la supervision directe qu'il assure pour le programme actuel et d'autres programmes conduits par le Ministère des collectivités locales. L'accent a été mis sur les aspects suivants: l'application de directives précises pour la construction et la gestion des marchés dans les sous-cantons; la formation adéquate des communautés pour l'entretien des routes de desserte communautaires; et la création de liens avec le secteur privé pour la gestion des installations de transformation agroalimentaire.

Innovations en matière de développement

29. Les aspects novateurs sont, d'une part, la promotion de méthodes mobilisant beaucoup de main-d'œuvre pour les travaux de génie civil lorsque les conditions topographiques s'y prêtent et, d'autre part, la reprise d'arrangements institutionnels existants pour les activités d'entretien incombant aux communautés.

Approche d'élargissement

30. Mettant à profit l'expérience acquise lors des interventions antérieures, le programme couvre 26 districts situés dans le centre et l'est du pays, sur les 80 que compte l'Ouganda. Le gouvernement étend cette approche à d'autres zones lorsque des ressources sont mises à sa disposition par des partenaires du développement.

J. Principaux risques

Principaux risques et mesures d'atténuation

31. Le programme est principalement confronté à deux risques. Premièrement, les communautés pourraient ne pas entretenir les infrastructures fournies. Ce risque sera atténué par le prêt supplémentaire qui financera la construction de routes de desserte communautaires satisfaisant aux normes de qualité des routes praticables en toutes saisons. En outre, les communautés ont été pleinement associées au processus de sélection et elles ont bénéficié d'une formation sur les travaux d'entretien. En second lieu, les fonctionnaires des districts et des sous-cantons pourraient ne pas fournir aux communautés l'assistance technique requise. Pour minimiser ce risque, on fera en sorte que ces agents disposent des fonds nécessaires pour couvrir les frais de fonctionnement et reçoivent l'appui logistique voulu.

Classification environnementale

32. À l'issue des procédures d'évaluation environnementale du FIDA, le programme a été classé en catégorie B car il ne devrait pas avoir d'effets préjudiciables importants sur l'environnement. Il n'est donc pas utile de procéder à une évaluation environnementale approfondie.

K. Durabilité

33. La durabilité du programme sera fondée sur les éléments suivants: i) la ferme volonté du gouvernement de promouvoir le processus de décentralisation; ii) la participation du secteur privé à l'exploitation des installations de transformation agroalimentaire; et iii) les partenariats avec d'autres projets relatifs à la production

agricole. En améliorant les normes de construction, le prêt supplémentaire minimise les besoins d'entretien lourd, qui dépassent les capacités des communautés. L'entretien des routes de district sera financé à la fois par les dotations budgétaires ordinaires du gouvernement central et les allocations du district prélevées sur l'impôt local récemment approuvé. La pérennité et l'entretien des marchés seront assurés grâce à la création de comités ad hoc et la perception de redevances sur les marchés, de droits de sortie des produits et de patentes.

II. Instruments juridiques et autorité

34. Un accord de financement entre la République de l'Ouganda et le FIDA constitue l'instrument juridique aux termes duquel le financement supplémentaire proposé sera consenti à l'emprunteur. Une copie de l'accord de financement négocié est jointe en annexe.
35. La République de l'Ouganda est habilitée, en vertu de ses lois, à recevoir un financement du FIDA.
36. Je certifie que le financement supplémentaire proposé est conforme aux dispositions de l'Accord portant création du FIDA et aux Principes et critères en matière de prêts.

III. Recommandation

37. Je recommande que le Conseil d'administration approuve le financement supplémentaire proposé en adoptant la résolution suivante:

DÉCIDE: que le Fonds fera à la République de l'Ouganda un prêt supplémentaire à des conditions particulièrement favorables d'un montant équivalant à dix millions neuf cent mille droits de tirage spéciaux (10 900 000 DTS) et qui sera régi par des modalités et conditions conformes en substance aux modalités et conditions indiquées dans le présent rapport.

Le Président
Kanayo F. Nwanze

Negotiated financing agreement

(Negotiations concluded on 31 July 2009)

Loan Number: _____

Programme Title: Community Agricultural Infrastructure Improvement Programme (the "Programme")

The International Fund for Agricultural Development (the "Fund" or "IFAD")

and

the Republic of Uganda (the "Borrower")

(each a "Party" and both of them collectively the "Parties")

hereby agree as follows:

WHEREAS the Borrower and the Fund have entered into a Programme Loan Agreement dated 19 September 2007 (the "2007 Programme Loan Agreement") for the purpose of providing a loan (IFAD Loan No. 724 UG) (the "2007 Loan") to finance the Programme; and

WHEREAS the Borrower has requested further financial assistance and the Fund has agreed to provide a supplementary loan to provide additional financing for the Programme.

Section A

1. The following documents collectively form this Agreement: this document, the Programme Description and Implementation Arrangements (Schedule 1), and the Allocation Table (Schedule 2).
2. The Fund's General Conditions for Agricultural Development Financing dated 29 April 2009, as may be amended from time to time (the "General Conditions") are annexed to this Agreement, and all provisions thereof shall apply to this Agreement. For the purposes of this Agreement the terms defined in the General Conditions shall have the meanings set forth therein.
3. The Fund shall provide a Loan to the Borrower (the "Financing"), which the Borrower shall use to implement the Programme in accordance with the terms and conditions of this Agreement.

Section B

1. The amount of the Loan is ten million nine thousand Special Drawing Rights (SDR 10 900 000).
2. The Loan is granted on highly concessional terms.
3. The Loan Service Payment Currency shall be the US dollar.
4. The first day of the applicable Fiscal Year shall be 1 July.

5. Payments of principal and service charge shall be payable on each 1 June and 1 December, with payments of principal commencing on 1 December 2019.

Section C

1. The Lead Programme Agency shall be the Ministry of Local Government of the Borrower.

2. The Programme Completion Date shall be 31 March 2013.

Section D

The Loan will be administered and the Programme supervised by the Fund.

Section E

1. The following are designated as additional specific conditions precedent to withdrawal: disbursements under Category I will commence only once the category allocation for civil works under the 2007 Programme Loan Agreement has been utilised up to 80%.

2. This Agreement is subject to ratification by the Borrower.

3. The following are the designated representatives and addresses to be used for any communication related to this Agreement:

For the Fund:

(Name)
International Fund for Agricultural Development
Via Paolo di Dono 44
00142 Rome, Italy

For the Borrower:

(Name)

This Agreement, dated _____, has been prepared in the (English) language in six (6) original copies, three (3) for the Fund and three (3) for the Borrower.

For the Fund

For the Borrower

Schedule 1

Programme Description and Implementation Arrangements

The Programme description and implementation arrangements shall be the same as those set forth in the 2007 Programme Loan Agreement, as such may be amended from time to time.

Schedule 2*Allocation Table*

Allocation of Loan Proceeds. The Table below sets forth the Categories of Eligible Expenditures to be financed by the Loan and the allocation of the amounts of the Loan to each Category and the percentages of expenditures for items to be financed in each Category:

Category	Loan Amount Allocated (expressed in SDR)	Percentage of eligible expenditures
I. Civil Works	10 300 00	100% net of taxes
II. Equipment		
III. Studies and Consultancies		
IV. Salaries and Allowances		
Unallocated	600 000	
TOTAL	10 900 000	

Key reference documents

Country reference documents

Uganda Agriculture and Rural Sector Review. AfDB, Agriculture and Rural Development Department 2005.

The Local Government Sector Investment Plan (LGSIP) 2006-2016. Ministry of Local Government. June 2006.

African Development Bank (2006). Uganda Community Agricultural Infrastructure Improvement Programme (CAIIP) Appraisal Report

MFPED and MAAIF, 1999. Plan for Modernisation of Agriculture: Eradicating Poverty in Uganda (Government Strategy and Operational Plan)

MFPED, 2003. Poverty Eradication Action Plan (PEAP) 2004/05-007/08

MFPED, 2003. Uganda Participatory Assessment Process: Policy and Advocacy Message

MLG, Ministry of Local Government and MFPED. The Fiscal Decentralization Strategy

MLG, May 2004. LGDP II: Operational Manual for Local Governments

MLG, Local Government Development Programme, Ogeda M and Moyini Y, June 2004
Mainstreaming Environment into Local Government Planning and Budgeting

MLG, November 2004. Joint Annual Review of Decentralization (JAR): JARD 2004
Report, with Action Plan

UJAS, Uganda Joint Assistance Strategy, World Bank, June 2005. Work on Progress Draft
Version

ULGA, Uganda Local Governments' Association, August 2005. Implications of Graduated
Tax

Area-based Agricultural Modernisation Programme 2002 – 2008. Project Completion
Report. Ministry of Local Government. December 2008

Area-based Agricultural Modernisation Programme. Impact Assessment. Final Report.
Ministry of Local Government. August 2008

Other IFAD Documents

Uganda COSOP 2004

IFAD's Regional Strategy for Eastern and Southern Africa

IFAD Policy on Rural Finance, 2000

Administrative Procedures on Environment Assessment

Prerequisites of Gender Sensitive Design

Private-Sector Partnership and Development Strategy

Logical framework

Narrative Summary	Objectively Verifiable Indicator	Means of Verification	Important Assumptions
Development Goals 1. Contribute to poverty reduction and economic growth in Uganda through enhanced commercialization of agriculture.	<ul style="list-style-type: none"> • GDP to rise from 5.2 percent (2003) to 7 percent (2013) nationally (PEAP) • District roads in good condition increased from 60 percent to 85 percent by 2013 (DUCARIP) • Community Access roads in good condition increased from 10 percent to 50 percent by 2013 (DUCARIP) • Access to rural electricity increased from 3 percent in 2006 to 10 percent 2012 (ERT Policy) 	<ul style="list-style-type: none"> • District Statistics • Household Expenditure Surveys 	<ul style="list-style-type: none"> • GOU maintains political stability, improves security and ensures constant adherence to policy.
Programme Objectives 1. To increase access to markets through infrastructure and rural roads 2. To encourage competitive prices and increased incomes through sustainable management of the rural infrastructure	<ul style="list-style-type: none"> • Smallholders marketed staples increased by at least 20 percent by PY5 • Percent of marketed matooke and cassava rises from 15 percent to 20 percent; maize from 60 percent to 80 percent; beans from 50 percent to 70 percent by PY5. • 40 percent reduction in post-harvest losses/damages and improved quality by PY5 • Seasonal fluctuation in food prices is reduced by PY5. • Agricultural produce marketed, as percentage of total production, will rise from 20 percent (2003) to 70 percent (2012) nationally and 80/90 percent (2012) in the project areas • Farm gate prices increased by over 20 percent by PY5 • Increases in Household income from UGX 117,000 to UGX175,500 in project area by PY5 (20percent increase PY1-PY5) • Household income growth rate per annum reaches 5 percent by PY5 • Increase in number of rural non-farm enterprises in the communities by 20 percent 	<ul style="list-style-type: none"> • Project Progress Report and Surveys • Periodic, Bi-annual, Annual and other M&E reports • Market competitiveness analysis • Household Expenditure Surveys • Ministry of Agriculture Reports • PEAP and PMA Documents 	<ul style="list-style-type: none"> • GOU continues to follow its current PEAP, PMA and Decentralization policies and assures their adequate funding.
Outputs <u>A. Rural Infrastructure Improvement</u> 1. District and community access roads rehabilitated and maintained 2. Support to sub-county market structures and agro-processing facilities 3 Rural electrification for markets	<ul style="list-style-type: none"> • 522 km of district roads and 4682 km of community access roads rehabilitated and maintained by PY5 • 118 Market places constructed; 75 entry level; 43 comprehensive;77 rice hullers; 117 grain mills; 58 milk coolers; 117 cold rooms and 117 produce stores by PY5 • Electric power supplies installed by PY5: 100 Solar; 54 Diesel; 2 micro-hydro • Market electrification rises from nearly 0percent (2006) to 25 percent (78 out of 317 sub counties) by end PY5 	<ul style="list-style-type: none"> • Socio-economic studies, M&E services, QPR, PAR, MTR; Supervision Reports; Traffic and travel statistics (District Eng. Office) • Studies and Surveys Uganda Bureau of Statistics 	<ul style="list-style-type: none"> • Timely Project management at both PFT HQ and participating districts • Adherence to transparent procurement and fiduciary practice
<u>B. Community Mobilization and Capacity building</u>	<ul style="list-style-type: none"> • No. of women participating across the 26 districts and their division of responsibility, e.g. no. of farmers • 75 percent of rural households are aware of the project • Infrastructure management committees mobilized in each of 78 participating sub-counties • Training/workshops for PFT • 78 Training/workshops for local government staff in 26 Districts 	<ul style="list-style-type: none"> • M&E Services, QPR, PAR, MTR, Supervision Reports, Studies and Survey; 	<ul style="list-style-type: none"> • Districts' and Sub-counties' commitment to the programme activities • Staff of relevant calibre available recruited & motivated
<u>C. Project Management (PFT) and Coordination</u>	<ul style="list-style-type: none"> • No slippage on project performance and timely audit report submissions • Timely submission of financial audit during project implementation • Baseline survey/studies carried out by PY5 • Policy, institutional and operational Action Plan on traceability systems produced and implemented throughout project duration • Impact assessments carried out covering 78 sub-counties' rural households by PY5 • Annual Environmental Audits produced and submitted without delay by PY5 • Mitigation measures mainstreamed into sub-project design and contractual clauses; budget for mitigation measures clearly identified; monitoring of implementation of mitigation measures undertaken by district engineers, district env. Officers, MoLG (PFT), MoWT & NEMA • Number of staff trained, consultancy services provided: NEMA, rural electrification, infrastructure design • Core PFT team (MoLG) trained and conversant with project implementation 	<ul style="list-style-type: none"> • M&E Services, QPR, PAR, MTR, Supervision Reports, Studies and Survey; Annual work plans and budgets 	<ul style="list-style-type: none"> • Coordinating ministries committed to project implementation through IPC

